

cyberpresse.ca

LA PRESSE

SUPER FANS

TOI ET MOI, C'EST POUR LA VIE!

LES VEDETTES QUI FONT CRAQUER NOS VEDETTES

EXPRESSO PAGES 1 À 3



DEVILS 1 CANADIEN 2

Andrei Kostitsyn a célébré son but gagnant avec son frère Sergei en 3^e période, hier soir au Centre Bell.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

SEUL AU SOMMET!

Le Canadien a délogé hier soir les Devils pour s'emparer du premier rang de l'Association de l'Est. Une première depuis 1993. Compte rendu d'une soirée endiablée. **SPORTS** PAGES 1 À 3

MA CHINE AU CANADA

CAP SUR VANCOUVER. RETOUR À MONTRÉAL

MARIE-CLAUDE LORTIE PLUS PAGES 1 À 5

DÉFICIT D'ATTENTION LA QUÊTE DE LA RECETTE MIRACLE

ACTUEL SANTÉ PAGES 1 À 3

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
J'encourage VLB à brûler ses lettres ouvertes.
- Pauline Marois

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

DIM 6 21924 123523

Nouveau cadre des frais afférents L'Université de Montréal réplique

« Loufoque et improvisé »

VIOLAINE BALLIVY

Le recteur de l'Université de Montréal est furieux contre la décision de Québec de limiter la hausse des frais afférents facturés aux étudiants. Luc Vinet qualifie le nouveau règlement de « loufoque et improvisé » et annonce que pour s'y

conformer, l'université pourrait devoir couper certains services offerts aux étudiants.

L'Université de Montréal est dans une situation délicate depuis que la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a dévoilé, au milieu du mois de février, un règlement plafonnant entre 15 \$ et

50 \$ par an la hausse des frais exigés pour divers services non académiques. Quelques semaines avant cette annonce, l'Université de Montréal avait décidé d'aller de l'avant avec des majorations de cinq à 10 fois supérieures.

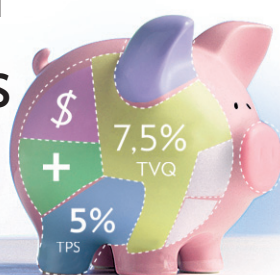
Voir **FRAIS** en page A6

TPS ET TVQ

TAXABLE OU PAS?

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LES PRODUITS

À VOS AFFAIRES PAGES 1 À 3



KOSOVO, P.Q.

1999 > Une famille de réfugiés kosovars à Montréal se confiaient à Rima Elkouri.

2008 > Au lendemain de la déclaration d'indépendance du Kosovo, notre chroniqueuse les a retrouvés.

PAGES A2 ET A3

GAZA FRAPPE MEURTRIÈRE



PHOTO SUHAIB SALEM, REUTERS

Au moins une soixantaine de Palestiniens, dont des femmes et des enfants, ont été tués hier dans la bande de Gaza, et une centaine d'autres ont été blessés, lors de raids aériens et d'une opération terrestre de l'armée israélienne lancée sur trois kilomètres. Un épisode qui pourrait être lourd de conséquences, estime la communauté internationale, qui s'inquiète pour la suite des négociations de paix au Proche-Orient. Nos informations en page A11

Un vrai bon goût maison.

De tendres morceaux de pommes couronnés d'une garniture riche et croustillante.

le Choix du Président

Ça donne le goût de changer de supermarché.™

RÉFUGIÉS DU KOSOVO 10 ANS PLUS TARD

EN 1999, RIMA ELKOURI AVAIT SUIVI LE DESTIN D'UNE FAMILLE DE RÉFUGIÉS KOSOVARS INSTALLÉS À MONTRÉAL. ILS NE PARLAIENT PAS FRANÇAIS, PEINAIENT À TROUVER DU TRAVAIL, S'INQUIÉTAIENT POUR LEURS PROCHES AU KOSOVO... PRÈS DE 10 ANS PLUS TARD, ALORS QUE LE KOSOVO VIENT DE PROCLAMER SON INDÉPENDANCE ET QUE PLUS DE LA MOITIÉ DES RÉFUGIÉS DE 1999 ONT QUITTÉ LE QUÉBEC, NOTRE CHRONIQUEUSE A RETROUVÉ «SES» KOSOVARS TOUT À FAIT HEUREUX... À BROSSARD.



Comme 1400 de leurs compatriotes kosovars, les membres de la famille Hoxha avaient été accueillis ici en juin 1999, dans le cadre d'un programme d'évacuation d'urgence. Les parents, Igballe et Hakif, et deux de leurs quatre enfants, Besnik, 21 ans, et Mimoza, 13 ans, posaient pour notre photographie dans un parc du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

PHOTO DENIS COURVILLE, ARCHIVES LA PRESSE

Mes Kosovars



RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

Que sont-ils devenus? Je me suis posé la question en regardant des images du nouveau Kosovo indépendant.

Il y a 10 ans, ou presque, j'avais suivi durant une année la famille Hoxha, des réfugiés kosovars venus s'installer à Montréal. Ils avaient fui le village de Kaçanik sous une pluie de balles. Leur maison avait été incendiée. Comme 1400 de leurs compatriotes, ils avaient été accueillis ici en juin 1999, dans le cadre d'un programme d'évacuation d'urgence.

J'allais cogner à leur porte une fois par mois. Comme ils ne parlaient pas un mot de français à leur arrivée, un interprète albanais, Kadri Shérifi, m'accompagnait tout au long du reportage. J'en ressortais chaque fois avec un calepin plein de notes. Le premier calepin en était un d'histoires d'horreur et de morts dans des fosses communes. Mais peu à peu, au fil des pages, la vie «normale» reprenait le dessus.

Ils habitaient à six dans un petit appartement de la rue Sainte-

Catherine, dans Hochelaga-Maisonneuve. Ils étaient les seuls Kosovars du quartier, ce qui les a aidés à apprendre le français plus rapidement. Ils écoutaient Céline Dion en français, mais cela n'avait rien à voir avec leur désir d'intégration – ils l'aimaient déjà au Kosovo.

Il y avait Hakif, le papa, électricien et philosophe à ses heures, qui avait du mal à comprendre qu'on ne reconnaisse pas ses 30 ans d'expérience. Le gros bon sens incarné. «Si quelqu'un me demande de chanter, je vais chanter. Mais ça ne sert à rien de montrer un papier pour le prouver!» disait-il. Il y avait Igballe, sa femme dévouée. Et leurs quatre enfants, Enis, 25 ans, Besim, 23 ans, Besnik, 21 ans, et Mimoza, 13 ans.

La dernière fois que j'ai vu Hakif, il me disait être convaincu que, malgré toutes les embûches, l'avenir de sa famille était ici. Besim voulait être mécanicien. Besnik travaillait comme plongeur, en attendant de trouver mieux. Mimoza, qui aimait l'école, rêvait de devenir méde-

cin. Enis, qui venait de se marier avec une réfugiée kosovare rencontrée à la base militaire de Kingston, attendait un bébé et songeait à aller travailler en Ontario. Et Igballe, en bonne mère de famille, souhaitait simplement le bonheur de tout ce beau monde.

Après un an de visites mensuelles, j'ai refermé mon calepin et mis un point final à leur histoire dans le journal. Je leur ai dit au revoir et bonne chance. Et je n'ai plus jamais eu de nouvelles.

En voyant des Kosovars en liesse au lendemain de l'indépendance, j'ai repensé aux Hoxha. Qu'étaient-ils devenus? Étaient-ils retournés au Kosovo? Le numéro de téléphone que j'avais n'était plus le bon. Le nom de Hakif n'était plus dans l'annuaire. Je me disais que la famille avait sans doute quitté le Québec, comme un bon nombre des réfugiés kosovars accueillis lors de l'opération d'urgence de 1999.

Et puis, dimanche soir dernier, je reçois un courriel de mon interprète albanophone, Kadri Shérifi. Il s'y réjouit de l'indépendance du Kosovo et s'interroge sur le silence gêné du gouvernement canadien, qui n'a pas encore reconnu ce nouveau pays. Je l'appelle pour savoir s'il a des nouvelles des Hoxha. «Oui, oui, ils vivent toujours ici. J'ai traduit pour eux quel-

ques documents. Mais vous n'avez plus besoin de moi pour aller les voir... Ils parlent tous français maintenant!»

C'est ainsi que j'ai retrouvé «mes» Kosovars, presque 10 ans plus tard, dans un petit bungalow à Brossard. Devant la maison, un drapeau albanais volait au vent. C'est Hakif qui m'a ouvert la porte, le sourire fendu jusqu'au béret. Derrière lui, son père Nejazi et sa belle-mère Bedrije, qui sont venus rejoindre la famille l'année dernière. Surgit ensuite Besnik, qui me présente sa femme Albina et leur petite fille d'un an, Elda. Et Mimoza, l'adolescente timide de l'époque devenue une jeune femme épanouie. Et Igballe, la maman désormais deux fois grand-maman, qui semble avoir rajeuni.

J'avais quitté une famille venue d'un pays qui n'existait pas. Près de 10 ans plus tard, je retrouve quatre générations sous le même toit, fêtant l'indépendance du Kosovo à Brossard...

Hakif me raconte que la famille a quitté Hochelaga-Maisonneuve pour Brossard il y a trois mois. Seul le fils aîné Enis, qui travaille comme agent de sécurité, et sa femme, en voie de devenir infirmière, demeurent encore dans Hochelaga. Ils ont un garçon de 7 ans qui s'appelle Adonis et parle parfaitement le français. «Avec un accent québécois», précise fièrement Mimoza.

Kostunica : la Serbie n'intégrera pas

AGENCE FRANCE-PRESSE

BELGRADE — Le premier ministre serbe nationaliste Vojislav Kostunica a affirmé que la Serbie désirait intégrer l'Union européenne (UE), mais uniquement avec le Kosovo en tant que sa partie intégrante, a rapporté hier l'agence Tanjug.

«Seule une Serbie avec le Kosovo comme province peut devenir membre de l'UE», a

indiqué M. Kostunica dans une déclaration à Tanjug. «Nous voulons intégrer l'UE, mais l'UE doit

«L'Union européenne doit dire si elle veut avoir en son sein une Serbie entière et non mutilée.»

également dire si elle veut avoir en son sein une Serbie entière et non mutilée», a-t-il ajouté.

De la même manière, M. Kostunica a indiqué que la Serbie peut être membre des

trois organisations internationales qu'elle considère comme les plus importantes – l'ONU,

l'OSCE et l'UE – «uniquement si elle est entière».

La Serbie a des relations tendues avec les pays qui comme les États-Unis et les principaux membres de l'UE ont rapidement reconnu l'indépendance du Kosovo, proclamée le 17 février par les dirigeants kosovars.

Parallèlement, elle a lancé une offensive diplomatique pour empêcher la reconnaissance d'

RÉFUGIÉS DU KOSOVO 10 ANS PLUS TARD



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Près de 10 ans après son arrivée au Québec, la famille Hoxha a récemment migré de Montréal à Brossard. C'est là que le père, Hakif, et la mère, Igballe, qui sont maintenant grands-parents, ont célébré l'indépendance du Kosovo. Quant à Besnik (derrière), il est aujourd'hui marié et père d'une petite fille d'un an, tandis que Mimoza, l'adolescente timide de l'époque, est devenue une jeune femme épanouie qui va bientôt se fiancer.

à Brossard

Si Hakif n'a jamais pu faire pleinement reconnaître ses compétences d'électricien, ses enfants, eux, s'en sont plutôt bien sortis. Après des années de petits boulots, Besnik et Besim ont pu décrocher des emplois d'aides-opérateurs dans une usine de pavé uni. Des emplois qui leur ont permis d'envisager l'achat de cette première maison. «Tous les mois, on payait le loyer. C'était comme de l'argent jeté à la poubelle», me dit Hakif, qui s'ennuie de la vie à Montréal, mais pas du loyer.

«Savez-vous que Mimoza va bientôt se fiancer?» me dit-il avec émotion. «Elle a trouvé son amour. Un jeune homme bien. Un Kosovar de Toronto...» Et les études? La jeune femme raconte avoir traversé des années difficiles. Elle aimait l'école au départ, mais a eu des problèmes d'adaptation. Elle a fini par décrocher. «J'avais du mal à me concentrer. Ce n'était pas comme dans mon pays...»

Encouragée par sa famille, Mimoza est retournée faire des cours pour adultes. Mais comme il fallait aider la famille à payer la maison, elle s'est mise à travailler. Elle est gérante d'une boutique de vêtements. Elle aimerait bien devenir coiffeuse. «Mon chum m'a dit: Quand on va se marier, je vais t'ouvrir un salon», dit-elle, tout sourire.

Les Hoxha, qui sont musulmans, ont-ils suivi la commission Bouchard-Taylor? «La quoi?»

me demande Besnik, qui ne voit pas à quoi je fais allusion. Mais Hakif, qui suit l'actualité de près, sait exactement de quoi il s'agit. «Ici, au Canada, il y a les règlements les plus démocratiques du monde. Que celui qui ne veut pas les respecter retourne dans son pays avec le premier avion!» lance-t-il, l'air courroucé. «Le kirpan, je suis contre! La burqa, je suis contre!»

Au mur, un drapeau albanais avec l'inscription «Kosovë

ration d'indépendance. On y voit la photo d'une femme dans un lit d'hôpital avec un bébé. «C'est le premier bébé du Kosovo. Il s'appelle Pavarësia. Ce qui veut dire indépendance...»

Maintenant que le Kosovo est indépendant, Hakif songe-t-il à rentrer? Pas vraiment. Son cœur est là-bas, mais sa vie est ici, dit-il. Sa maison incendiée de Kaçanik a été reconstruite. Mais pas question d'y retourner demain matin. «Je vis très, très

« Je vis très, très bien ici, dans un pays en paix. Je ne sais pas dans quelques années ce qui pourrait arriver. Mais j'ai averti mes amis: l'indépendance du Kosovo ne donne rien à manger. Vous allez devoir travailler deux fois plus pour exister... »

Gëzuar Pavarësia». Ce qui veut dire? Le Kosovo célèbre son indépendance, m'explique-t-on. «Je suis allé à Ottawa manifester pour demander au premier ministre Stephen Harper de reconnaître mon pays», raconte Hakif. Les parallèles que l'on fait avec le Québec ne tiennent pas, plaide-t-il. «Le Québec vit avec une grande économie comme s'il était déjà indépendant. Chez nous, c'est autre chose.»

Il me montre des journaux kosovars, ramenés par son fils Besim, qui a eu la chance d'être à Pristina au moment de la déclai-

ration d'indépendance. On y voit la photo d'une femme dans un lit d'hôpital avec un bébé. «C'est le premier bébé du Kosovo. Il s'appelle Pavarësia. Ce qui veut dire indépendance...»

Même s'il n'avait pas planifié son exil, Hakif a fini par l'appriivoiser, par l'aimer même.

Pour la suite des choses, rendez-vous dans 10 ans.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse: rima.elkouri@lapresse.ca

LES RÉFUGIÉS KOSOVARS AU QUÉBEC

En 1999, environ 1400 réfugiés kosovars ont été accueillis au Québec dans le cadre d'une opération d'urgence. Ces réfugiés pouvaient demander de rester au Canada ou choisir de retourner dans leur pays. En 2001, quelque 550 réfugiés avaient obtenu leur résidence permanente et se sont établis au Québec. Une proportion importante serait retournée au Kosovo. Certains ont déménagé ailleurs au Canada ou en Europe.

Source: ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 7
Astrologie du jour	ACTUEL 7
Décès	ACTUEL 8
Forum	A12 et A13
Horaire télévision	EXPRESSO 4
Loteries	A6
Monde	A10, A11 et A14
Personnalité	AFFAIRES 8
Petites annonces	ACTUEL 5
Poker	SPORTS 7
Sudoku	AFFAIRES 2

Météo

Ensoleillé, maximum -4, minimum -9. ACTUEL 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

L'UE sans le Kosovo

nouvel État kosovar par les organisations internationales.

Le «faux État du Kosovo» ne deviendra jamais membre de l'ONU et de l'OSCE étant donné que la Serbie est membre des deux organisations en tant que pays «intégral», a ainsi souligné M. Kostunica.

Une mission contestée

Belgrade s'oppose également au projet de l'UE d'envoyer

prochainement une mission au Kosovo afin de guider son indépendance et de prendre la relève de celle de l'ONU, qui administre le Kosovo depuis la fin du conflit de 1998-1999.

Un conseiller de M. Kostunica a ainsi dénoncé la présence au Kosovo de Pieter Feith, représentant spécial de l'Union européenne et haut représentant civil international pour le Kosovo, qui sera le chef de la mission de l'UE.

«Qui représente-t-il, quelle est la base légale de sa présence et en quelle qualité s'adresse-t-il à Belgrade?» a demandé ce conseiller, Branislav Ristivojevic.

«La présence arbitraire et illégale de M. Feith dans la province est la pire forme de manifestation d'une politique de force et une moquerie ouverte à l'autorité de l'ONU», a-t-il estimé.

ACTUALITÉS

Détresse chez les militaires canadiens

Une douzaine de suicides par année

La grande majorité des soldats commettent cet acte après leur retour de mission

MARIO GIRARD

Au cours de la dernière décennie, 132 militaires canadiens en fonction ont mis fin à leurs jours.

Entre 1997 et 2007, l'armée canadienne a enregistré annuellement de 10 à 14 suicides chez ses soldats.

La grande majorité ont commis cet acte après leur retour de mission.

Quatre militaires ont tenté à leurs jours alors qu'ils se trou-

vaient en Croatie, en Bosnie ou en Afghanistan.

Ces données des Forces armées canadiennes, obtenues par *La Presse*, surprennent Marc-André Boivin, directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix.

«Je suis étonné de voir que le nombre de suicides demeure stable, car lorsque vous avez une augmentation du syndrome post-traumatique, ça vient avec une certaine détresse.» En effet, une étude récente du ministère des

Anciens Combattants révélait la semaine dernière que le nombre de soldats souffrant du syndrome post-traumatique avait considérablement augmenté depuis la présence canadienne en Afghanistan.

Stress post-traumatique

Au cours des cinq dernières années, le nombre de soldats souffrant de problèmes psychiatriques est passé de 3501 à 10 252, alors que ceux touchés précisément par le syndrome de

stress post-traumatique a connu une hausse vertigineuse, passant de 102 à 6504 en date du 31 mars 2007.

Le nombre de suicides chez les soldats canadiens diffère toutefois de celui observé dans l'armée américaine.

En 2006, il a atteint son plus haut sommet en 25 ans. Selon des chiffres rendus publics par le Pentagone, 102 soldats actifs se sont suicidés au cours de cette année, soit deux fois plus qu'en 2001.

Ce nombre prend des proportions alarmantes lorsqu'il est question de vétérans américains.

Des chiffres publiés l'automne dernier faisaient état d'une moyenne de 120 anciens soldats qui s'enlevaient la vie chaque semaine aux États-Unis.

«Il faut préciser que les missions canadiennes se font sous forme de rotation de six mois, alors que celles des Américains sont beaucoup plus longues», dit Marc-André Boivin.

ÊTES-VOUS DIABÉTIQUE DE TYPE 2?

Êtes-vous un homme ou une femme de 25 ans et plus

Êtes-vous diabétique de type 2 depuis au moins 3 mois?

Prenez-vous le Metformine (Glucophage^{MD}) comme antidiabétique oral?

Si vous avez répondu «oui» aux trois questions ci-dessus, vous pourriez participer à une étude de recherche clinique portant sur un médicament expérimental.

Indemnité compensatoire jusqu'à 1 275 \$

Anapharm offre des services de qualité dans le domaine de la recherche clinique tout en se souciant du confort, du respect et de la sécurité de ses volontaires.

Pour plus d'information contactez-nous.

anapharm
une compagnie de PharmaNet

Lundi au vendredi: 8h à 21h
Samedi: 9h à 17h
514-485-7555 / 1-866-ANAPHARM
www.anapharm.com

SORTEZ DE L'ORDINAIRE VISITEZ LE ZOO L'HIVER

Ouvert tous les jours pendant la relâche
23 février au 9 mars 2008

ZOO GRANBY



Détails sur le zoodegranby.com
450 372-9113 • 1 877 472-6299



Loufoque et improvisé

FRAIS

suite de la page A1

Elle comptait ainsi amasser près de sept millions pour bonifier certains services aux étudiants et assurer la survie d'autres. Or, en vertu de la nouvelle législation, cette somme ne dépassera pas le million et demi, ce qui suffirait à peine à couvrir l'augmentation normale des coûts de système.

«Cet écart substantiel conduira nécessairement à des coupures assez dramatiques au niveau de l'encadrement des étudiants. Nous sommes extrêmement préoccupés par les conséquences que la mesure, telle qu'elle est présentée, engendrerait», a mis en garde Luc Vinet dans une entrevue exclusive à *La Presse*, sa première depuis la présentation du règlement ministériel.

Un exemple? «Cela pourrait nous obliger à cesser ou à réduire le service de paniers de Noël offerts aux étudiants dans une situation précaire, les programmes d'orientation avec les conseillers scolaires, l'accueil des étudiants handicapés ou l'accueil des étudiants internationaux, alors qu'on a un gouvernement qui nous incite justement à en accueillir davantage dans une perspective d'augmentation de l'immigration.»

D'autres services seront maintenus dans leur «situation d'indigence», a noté M. Vinet. «La liste d'attente du service de soutien psychologique est de quelques mois. On ne pourra que maintenir les choses dans un état inacceptable. (...) Malheureusement, de plus en plus d'étudiants en ont besoin.» Une situation qui n'est pas sans conséquence sur la persévérance scolaire, selon le recteur.

En décidant de réglementer les frais afférents, la ministre de l'Éducation a répondu à une demande formulée depuis longtemps par les étudiants. En effet, ces frais ont bondi de 300 % depuis 1994, de sorte que le coût d'une année d'études univer-

sitaires à temps plein a crû de 20 % malgré le gel des droits de scolarité décrété par Québec jusqu'en 2007. Et cela, de façon très variable d'un établissement à l'autre.

Luc Vinet reconnaît que la situation était problématique, mais déplore que le nouveau règlement cristallise les inégalités entre les établissements de la province. L'écart entre les trois universités anglophones, où les frais sont les plus élevés, et le réseau francophone se chiffrera toujours en centaines de dollars dans trois ans, malgré la formule dégressive choisie par Québec dans le but précis de réduire ces inégalités.

La ministre Courchesne aurait donc mieux fait, selon M. Vinet, de permettre à toutes les institutions de rejoindre la facture de la plus gourmande – McGill – en plus d'accorder une hausse annuelle correspondant au minimum au taux d'inflation. «La formule proposée est assez loufoque et improvisée. Impraticable. On aurait certainement pu en concevoir une autre.»

Au-delà de la vie étudiante, c'est aussi la qualité de l'enseignement qui sera touchée, ajoute le recteur. Certaines facultés ont notamment «besoin de charger des frais beaucoup plus élevés» – celle de droit, par exemple, afin de permettre aux étudiants de participer à divers concours internationaux de plaidoiries. «Je vois chaque année le fossé s'élargir entre les universités québécoises et celles du reste du Canada.»

Relations tendues avec les étudiants

L'Université de Montréal n'a pas encore précisé le sort qu'elle réserve à la facture des étudiants pour septembre. «Nous sommes encore en pourparlers avec le Ministère et les étudiants pour trouver une issue», a dit M. Vinet. Le règlement prévoit en effet qu'une université peut dépasser les limites fixées à condition d'obtenir le feu vert de ses étudiants. Or, les relations sont pour le moins tendues entre les deux parties sur le campus du mont Royal.

À la mi-février, l'administration a envoyé une mise en demeure à la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) pour qu'elle cesse la distribution d'un dépliant qui dénonçait la hausse des frais en parodiant des slogans officiels de l'institution. «Ce guide vous offre une visite de l'université francophone où les étudiants déboursent le plus pour leurs études dans tout le Québec», y lisait-on notamment. Ou encore: «L'avenir commence ailleurs.» Le tout accompagné des coordonnées d'autres universités québécoises et canadiennes où les collégiens étaient susceptibles de trouver de «meilleures perspectives d'avenir».

Le dépliant était distribué à un moment choisi avec soin: pendant une journée portes ouvertes destinée justement à convaincre les collégiens de s'inscrire à l'Université de Montréal en septembre. La présidente de la FAECUM, Julie Bouchard, a qualifié la mise en demeure de «mesure complètement exagérée. Nos actions ont toujours été pacifistes.»

«Le dépliant était très bien fait. En couleur, avec des photos et les mêmes polices de caractères que celles employées pour les communications officielles. Il a pu semer la confusion chez certains parents», a justifié Sophie Langlois, porte-parole de l'UdeM.

Les étudiants ont d'ores et déjà annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de redistribuer le document incriminé, puisqu'ils sont convaincus que l'Université de Montréal se conformera à la nouvelle législation pour éviter d'être pénalisée financièrement par Québec.

De son côté, la direction de l'Université Laval, qui s'est placée dans une situation similaire en voulant accroître de 100 \$ par année ses frais afférents, sans toutefois obtenir l'appui des étudiants, n'a pas encore annoncé ses couleurs. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) a dénoncé l'ingérence de Québec dans la gouvernance des universités dès la publication du règlement.

LES FRAIS AFFÉRENTS ET LES INSTITUTIONS MONTRÉALAISES

	2006-2007	2010-2011
École Polytechnique	415 \$	584 \$
Université de Montréal	522 \$	622 \$
ETS	343 \$	652 \$
UQAM	368 \$	702 \$
HEC Montréal	684 \$	849 \$
Université Concordia	865 \$	930 \$
Université McGill	1432 \$	1542 \$

Vie De MILLIONNAIRE
Tirage du 29 février 2008

GROS LOT DE 1 000 000 \$ 275606-48
PAR ANNÉE PENDANT 25 ANS* (décomposable)
6 premiers chiffres - 1 000 \$ / 2 derniers chiffres - 20 \$

4 LOTS DE 1 000 000 \$ (non-décomposables)
092455-60 397439-79 563079-81 777750-89

20 LOTS DE 100 000 \$ (non-décomposables)
089766-84 205244-80 531338-76 792312-37
132686-81 216646-30 576582-83 859939-29
134512-51 410959-46 677440-22 927005-48
167701-31 421183-43 736423-98 977112-70
193381-66 520440-75 753872-09 988251-23

16 LOTS « MISE TÔT » DE 100 000 \$ (non-décomposables)
059684-21 205449-65 630241-29 904474-13
118617-04 215597-29 706070-60 917439-66
143884-43 582528-98 813209-44 936612-60
170795-88 618122-76 850937-15 985577-46
* Restrictions et détails disponibles sur demande et à viedemillionnaire.com

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2008-03-01

649 03 07 09 02 11 12 17 21
28 31 43 compl. 20 33 41 compl.

Quotidien 3 664 01 08 10 12 13 14 18 20 21 22 04 23
4 8202 32 37 40 41 43 44 45 51 55 61 25 38 39

PENCO Jour - Mois - Année - Signe **Extra** 24 DÉCEMBRE 15 TAUREAU 0053790

Résultats des tirages du : 2008-02-29

LOTTO SUPER 7 GAGNANTS LOTS
7/7 1 2 500 000,00 \$
6/7+C 4 33 780,10 \$
6/7 84 1 608,50 \$
5/7 4 368 105,10 \$
4/7 95 141 10,00 \$
3/7+C 90 546 10,00 \$
3/7 802 650 Participation gratuite

Ventes totales : 11 737 036 \$
Prochain gros lot (approx.) : 2 500 000 \$

Extra 0960840

Triples NOUVELLE LOTERIE SUR TERMINAL À 1 \$. 3 FAÇONS DE GAGNER CHAQUE JOUR! En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Vous êtes très occupés. Abonnez-vous ! **LOTO MATRIQUE**
1 866 628-4783

50% de rabais sur les
jusqu'à **cuirs**



Voyez notre collection *Cuir* 2008

**Mobilier de salon
revêtu de
cuir «By-cast»**
Livraison gratuite

Causeuse **16,64\$*/mois** ou **599\$**
RABAIS DE 600\$ Rég.: 1199\$
Fauteuil **13,86\$*/mois** ou **499\$**
RABAIS DE 500\$ Rég.: 999\$

Étagère **22,19\$*/mois** ou **799\$**
Table de bout. **4,69\$*/mois** ou **169\$**
Table de centre **5,25\$*/mois** ou **189\$**
Lampe de table **2,75\$*/mois** ou **99\$**

Lampe
de plancher **4,14\$*/mois** ou **149\$**
Tapis 160 x 231 cm
(63 x 91 po) **4,97\$*/mois** ou **179\$**

RABAIS DE 700\$ **1942\$***
Rég.: 1399\$ /mois ou **699\$** Sofa



Sofa de style contemporain
Aussi offert revêtu de tissu

Livraison gratuite
Causeuse **14,97\$*/mois** ou **539\$**
RABAIS DE 90\$ Rég.: 629\$
Fauteuil **12,19\$*/mois** ou **439\$**
RABAIS DE 60\$ Rég.: 499\$

RABAIS DE 140\$ **1664\$***
Rég.: 739\$ /mois ou **599\$**



**Sofa inclinable avec sièges, dossiers
et accoudoirs revêtus de cuir**

Choix de couleurs
Livraison gratuite
Causeuse **33,31\$*/mois** ou **1199\$**
RABAIS DE 200\$ Rég.: 1399\$
Fauteuil **23,58\$*/mois** ou **849\$**
RABAIS DE 90\$ Rég.: 939\$

RABAIS DE 500\$ **4164\$***
Rég.: 1999\$ /mois ou **1499\$**



Campio **BMC** **Défaut**

**Mobilier de salon
avec sièges,
dossiers et
accoudoirs
revêtus de cuir**
Livraison gratuite

Causeuse **19,42\$*/mois** ou **699\$**
RABAIS DE 700\$ Rég.: 1399\$
Fauteuil **13,86\$*/mois** ou **499\$**
RABAIS DE 500\$ Rég.: 999\$
Étagère **16,08\$*/mois** ou **579\$**
Table de bout. **10,81\$*/mois** ou **389\$**

Table de centre **10,81\$*/mois** ou **389\$**
Table console **12,47\$*/mois** ou **449\$**
Tapis 163 x 234 cm
(64 x 92 po) **9,69\$*/mois** ou **349\$**
Lampe de table **3,86\$*/mois** ou **139\$**
Cadre **5,25\$*/mois** ou **189\$**

RABAIS DE 800\$ **2219\$***
Rég.: 1599\$ /mois ou **799\$** Sofa

36 versements sans intérêt* JUSQU'EN MARS 2011
SUR LES MEUBLES, MATELAS, ACCESSOIRES DE DÉCORATION,
ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél.: 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél.: 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél.: 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél.: 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél.: 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

Offre en vigueur du lundi 25 février au dimanche 2 mars 2008. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Détails en magasin. * Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Livraison gratuite 7 jours sur 7**

**Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin

REPENTIGNY Tél.: 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél.: 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél.: 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél.: 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTÉ-THÉRÈSE Tél.: 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Exemple de frais:	
Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de :	250\$ 500\$ 1000\$
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de :	4,01\$ 8,01\$ 16,03\$

ACTUALITÉS

Tout le monde veut aider Haïti

Patrick Lagacé revient d'un séjour de six jours en Haïti. Trop court pour en faire un expert, mais assez long pour constater que ce pays, l'un des plus pauvres au monde, est un «tragique milk-shake de cercles vicieux». Il nous livre ici la seconde de trois chroniques, faites de surprises, bonnes et mauvaises.



Il n'y a pas de milieu, en Haïti. C'est ce que j'ai compris, un soir, en jasant avec des Haïtiens et des Québécois, lors d'un souper modérément arrosé. La nuit était douce et le ciel, plein d'étoiles. À Port-au-Prince, il y a toutes les pollutions. Mais pas la pollution visuelle: quand il y a si peu d'électricité, les étoiles brillent de tous leurs feux.

J'aimerais vous dire qui étaient ces gens. Mais bon, leurs patrons n'aimeraient pas voir leurs noms dans le journal. Nous parlions du fait, justement, que ce pays est brisé. Brisé par la pauvreté. Par la dictature. Par la démocratie, aussi, qui n'a pas donné des résultats 1000 fois supérieurs à ceux de la tyrannie. En Haïti, m'a-t-on expliqué, il y a beaucoup de gens en bas de la pyramide, évidemment.

Et des gens en haut. Les politiciens, la bourgeoisie. Mais au milieu? Rien. Le vide. Le milieu a été décimé. Pensez à la diaspora haïtienne: deux millions d'exilés. Ça fait beaucoup de profs, de comptables, de techniciens qui ont sacré le camp, depuis 40 ans. Ça fait un trou dans le corpus des compétences d'un pays, ça. Pas de milieu, donc. Pas de classe moyenne, d'abord. Pas de fonction publique compétente pour implanter les décisions des dirigeants de l'État. Pas de cadres intermédiaires pour faire fonctionner des trucs, des usines, des chantiers. Comme je dis: pas de milieu. Que des extrémités. Tiens, rendu à la cinquième bouteille de vin, un des Québécois, un type qui aime ce pays, qui le fréquente depuis 25 ans, qui travaille pour une firme qui offre de la formation dans le tiers-monde, m'a raconté une histoire. Une histoire qui explique Haïti. «Prends une ONG étrangère. Elle œuvre en éducation. Elle ne peut pas se fier au ministère de

l'Éducation pour mener ses projets à terme. Alors, l'ONG, pour suivre ses dossiers de près, se greffe au Ministère, carrément. Elle prend les fonctionnaires par la main, assure un suivi. C'est la seule façon de piloter un projet, ici. «L'ONG fait ça parce que les fonctionnaires ne sont pas compétents. Mais là, l'ONG, dans le cadre du dossier, découvre un bon fonctionnaire. Un gars compétent, qui a de l'initiative. Tu sais ce qu'elle fait, l'ONG? Elle l'embauche!» Ainsi, ce fonctionnaire qui gagnait 100\$ par mois se retrouve maintenant sur la liste de paie de l'ONG, à 2000\$ ou 3000\$ par mois. Au premier coup d'œil, tout le monde est content, dans ce deal. Le fonctionnaire haïtien, qui jouit d'une hausse de salaire colossale. L'ONG, qui se dote d'un soldat local compétent pour mener à bien ses projets – projets qui visent à aider les Haïtiens. Où est le problème, alors? «Le problème, m'explique le Québécois qui fait de la formation, c'est que ce fonctionnaire-

là, il n'est plus dans la fonction publique haïtienne!» Vous vous promenez à Port-au-Prince, et vous constatez que c'est toute la planète qui est ici, qui veut aider Haïti. L'ONU, le Canada, USAID, Médecins du monde, la Croix-Rouge, Taiwan (!)... Tous ces intervenants fournissent des vaccins, du riz, des coopérants, des camions, des médecins au peuple haïtien. Et c'est fort bien. Dans le sens où c'est mieux que rien. Mais, et c'est là le drame, tout ce beau monde ne peut pas fournir à Haïti ce dont il a le plus besoin: le milieu. Pour revenir au fonctionnaire haïtien embauché par l'ONG, on peut dire qu'il deviendra, même hors de la fonction publique, un actif pour Haïti. Après tout, il y œuvre encore. C'est vrai. C'est vrai si, avec ses nouveaux dollars, il ne décide pas de quitter pour Miami ou Montréal. À sa place, je sais que je ne «gosserais» pas dans le manche très longtemps...

DEMAIN: Ceux qui reviennent



Matelas BONHEUR

FINANCEMENT GRATUIT

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

Serta

Prenez plaisir à bien dormir

LIQUIDATION DE
MATELAS 2007
TEMPS LIMITÉ
QUANTITÉ LIMITÉE
JUSQU'À ÉPUISEMENT
DES STOCKS

Sur marchandise en
inventaire seulement*
Modèles démonstrateurs
Mix & Match

EURO-TOP

~~1199\$~~ **999\$** ENS. GRAND FORMAT

ou **277\$** /MOIS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ*

Ens. Lit 1 place ~~979\$~~ **849\$** Ens. lit 2 places ~~1099\$~~ **949\$**
Ens. Très Grand Lit ~~1699\$~~ **1399\$**

MAXI-FERME

~~799\$~~ **699\$** ENS. GRAND FORMAT

ou **194\$** /MOIS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ*

Ens. Lit 1 place ~~649\$~~ **579\$** Ens. lit 2 places ~~749\$~~ **679\$**
Ens. Très Grand Lit ~~1199\$~~ **1099\$**

WOW!
ÉPARGNEZ JUSQU'À
700\$

EURO-TOP LATEX

~~1799\$~~ **1199\$** ENS. GRAND FORMAT

ou **331\$** /MOIS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ*

Ens. Lit 1 place ~~1499\$~~ **999\$** Ens. lit 2 places ~~1699\$~~ **1099\$**
Ens. Très Grand Lit ~~2299\$~~ **1599\$**

INTRODUCTION DE LA NOUVELLE LIGNE ECO-NATURA 2008

Green Sleep®

MATELAS CERTIFIÉS 100% BIOLOGIQUES

Galerie de produits spécialisés

TEMPUR PEDIC

MATELAS ET OREILLERS SUÉDOIS ALLÉGEANT LA PRESSION

Zedbed

LIQUIDATION MODÈLES 2007 50% DE RABAIS*

LITS AJUSTABLES

Sealy®

Posturepedic

• Service personnalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Installation gratuite • Nous ramassons votre vieux matelas  mattcanada.com

15 MAGASINS

- **AHUNTSIC** 1448 rue Fleury E.
- **BLAINVILLE** 757 boul. Curé-Labelle
- **BROSSARD** 8050 boul. Taschereau O.
- **CHÂTEAUGUAY** 152 boul. St-Jean Baptiste
- **LACHENAIE** 1313 Montée Masson
- **LASALLE** 1734 boul. Dollard
- **LAVAL** 1860 boul. le Corbusier
- **MONTRÉAL** 5164 avenue du Parc
- **N.D.G.** 5201 rue Sherbrooke O.

- **OUEST DE L'ÎLE** 15 634 boul. Gouin O.
- **REPENTIGNY** 85 boul. Brien (à côté du Pacini)
- **ST-EUSTACHE** 117 boul. Arthur-Sauvé
- **ST-JÉRÔME** 30 rue Bélanger
- **ST-LÉONARD** 5836 boul. Métropolitain E.
- **VAUDREUIL** 980 av. Saint-Charles
- **CENTRES DE LIQUIDATION**
BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.

Matelas BONHEUR

Plus cher, le spaghetti

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Les pâtes sauce tomate, plat économique entre tous, coûtent plus cher. Encore plus si vous y ajoutez une boulette de viande ou du fromage parmesan. Dans la flambée du prix des aliments, les fabricants de spaghetti canadiens viennent d'annoncer qu'ils doivent aussi hausser les prix de leurs produits. Encore. «Les pâtes, c'est du blé dur, essentiellement», rappelle Don Jarvis de l'Association canadienne des manufacturiers de pâtes, qui réunit les quatre grands fabricants, dont Catelli et Primo. «Les ingrédients comptent pour environ la moitié du coût de production, incluant même l'emballage. Ce n'est pas comme le pain ou les céréales, où d'autres composants peuvent compenser la hausse du prix du blé», dit-il. L'Association canadienne de la boulangerie a quand même aussi sonné l'alarme plus tôt ce mois-ci, après que le prix du blé ait atteint des sommets.

Les facteurs

Le prix des céréales est à la hausse depuis des mois. Les superficies réservées au blé ont diminué depuis qu'une partie des producteurs se sont convertis au maïs à éthanol. En plus du facteur de rareté, les fabricants canadiens invoquent des conditions météorologiques défavorables en Australie et en Europe. Les prix des pâtes est à la hausse depuis six mois et les consommateurs doivent s'attendre à les voir encore augmenter, prévenait hier Don Jarvis. Rien pour rassurer les amateurs de pâtes à la bolognaise, le prix de la viande a aussi augmenté, les bêtes étant nourries avec ces désormais précieuses céréales. Le fromage aussi coûte plus cher. Dans ce cas, en plus du prix de production qui est à la hausse, il y a pénurie mondiale de certains types de fromages depuis que les marchés émergents, la Chine et l'Inde nommément, se sont mis aux plats gratinés.



MAÎTRISEZ L'ART DE
PARLER
EN
PUBLIC

www.parlez-en-public.ca
(514) 892-1955
Normand Saint-Hilaire

ACTUALITÉS

UNION EUROPÉENNE

Ottawa lève l'obligation de visa pour quatre pays

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ottawa a annoncé hier la levée de l'obligation de visa pour les ressortissants de Pologne, de Slovaquie, de Lituanie et de Hongrie souhaitant se rendre au Canada pour un séjour temporaire.

Les ressortissants de ces quatre pays n'ont désormais plus besoin de se procurer un visa de résident temporaire pour entrer au Canada, a annoncé la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Diane Finley. La mesure entre en vigueur immédiatement.

« Le Canada entretient des liens

étroits avec ces pays. La levée de l'obligation de visa aidera à consolider ces liens au profit des Canadiens et des citoyens de la Pologne, la Slovaquie, la Lituanie et la Hongrie », a dit M^{me} Finley.

Vingt-cinq des 27 États membres de l'Union européenne sont désormais dispensés de l'obligation de disposer d'un visa pour un séjour temporaire au Canada. L'obligation demeure pour l'instant pour la Bulgarie et la Roumanie.

Le ministère de l'Immigration a indiqué qu'Ottawa continuerait à travailler avec ces deux États pour parvenir à la levée du visa.



Je m'appelle Éric, j'ai 6 ans et ma petite sœur Nadia a 4 ans. Nous sommes très proches l'un de l'autre. Nous recherchons une famille d'accueil qui pourrait nous accueillir pour une certaine période de temps.

Nous nous ennuyons de notre mère, mais elle est incapable de nous garder en ce moment.

Nous recherchons une famille pouvant nous offrir une vie stable et stimulante. Nous avons besoin d'être aimés et nous sentir en sécurité.

Avez-vous deux petites places pour nous ?

UN TOIT POUR MOI

ÉRIC, 6 ANS ET NADIA, 4 ANS

Vous habitez sur l'Île de Montréal et vous souhaitez accueillir Éric et Nadia. Téléphonez à madame Louise Landry au 514 385-2318.



Centre jeunesse de Montréal Institut universitaire

Photo fictive

3523090A

PENDANT CE TEMPS, AU CANADA ANGLAIS

MARTIN CROTEAU

VOYAGE DANS LE QUOTIDIEN DE L'AUTRE SOLITUDE

« What does Alberta want ? »

Le plus gros pollueur du Canada est en élections. Et croyez-en sa population, le changement approche. Peut-être. À deux jours du vote, la question s'impose: « *What does Alberta want ?* »

Les Albertains sont plus tiraillés que jamais entre le désir de maintenir leur fulgurante croissance économique et celui de préserver l'environnement. Un sondage paru jeudi dans l'*Edmonton Journal* montre que 57 % des électeurs croient que le gouvernement conservateur – au pouvoir depuis 37 ans – ne fait pas assez pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les deux tiers des répondants estiment que les sables bitumineux polluent trop.

Espérant faire appel à la conscience écologiste des électeurs, le Parti libéral a mis de l'avant un plan vert qui stopperait l'augmentation des émissions de GES d'ici cinq ans. Pour la suite, les cibles restent imprécises.

Malgré tout, c'est une lourde commande: Statistique Canada prévoit que le pétrole albertain attirera des investissements de 20 milliards de dollars pendant la seule année 2008. C'est plus que la totalité des sommes investies dans le secteur manufacturier... dans tout le Canada!

Comment faire sa part contre le changement climatique sans freiner cette fulgurante croissance? demande le candidat conservateur, Ed Stelmach. Le successeur de Ralph Klein prévient que 335 000 emplois seront perdus si le plan libéral va de l'avant.

Le plan Stelmach ne prévoit aucune baisse des émissions de

GES avant 12 ans. Et sa cible est de baisser les émissions de 14 % par rapport à leur niveau de 2005 d'ici 2050. On est loin du protocole de Kyoto.

Mais dans tout cela, que veulent les Albertains?

Un sondage Léger Marketing montre que 45 % d'entre eux souhaitent un changement de gouvernement. Mais tout indique que les conservateurs se dirigent vers un 11e gouvernement majoritaire consécutif. Ils obtiennent la faveur de 40 % des répondants, contre seulement 18 % pour les libéraux.

Mauvaise nouvelle pour ceux qui rêvent d'une Alberta verte.

Surveillance inconstitutionnelle?

La loi qui permet aux policiers d'intercepter des communications sans l'autorisation d'un juge vient d'être déclarée inconstitutionnelle par un tribunal de la Colombie-Britannique. Dans une décision de 170 pages qui pourrait faire des vagues partout au pays, le juge Barry Davies a tranché: la section 184,4 du Code criminel viole les droits de six personnes accusées dans une affaire d'enlèvement. La loi donne carte blanche aux agents pour épier des suspects s'ils estiment que des vies humaines sont menacées. Le juge Davies estime que les forces de l'ordre devraient aviser toute personne faisant l'objet d'une surveillance électronique. Il invalide la loi et somme le gouvernement de la modifier dans un délai de 18 mois – ou 30 jours après le procès pour enlèvement.

Un entraîneur viré pour une revue

L'école secondaire Lockview, située à Fall River, près de Halifax, a viré son entraîneur de hockey cette semaine. Parce que l'équipe perdait ses matchs? Non! Parce que sa revue était truffée de phrases sexistes et homophobes. Le magazine, distribué dans l'école et pendant les matchs locaux depuis un mois, contient de courtes biographies écrites par chacun des joueurs. Mais voilà, personne n'a révisé les petits chefs-d'œuvre, qui regorgent de grossièretés. L'un des joueurs écrit qu'il « rêve de passer le week-end au ranch Neverland avec Michael Jackson ». Et d'autres sont beaucoup plus explicites. Le directeur de Lockview, Ward Duncan, s'est excusé de « toute la douleur » causée par cet incident. « Ce programme existe depuis des années et ne nous a jamais causé des soucis jusqu'à maintenant, a-t-il déclaré en conférence de presse. Cela dit, la revue contenait du matériel choquant et elle n'aurait jamais dû être imprimée. En tant qu'éducateur, je m'inquiète de découvrir que quelqu'un puisse juger ce langage approprié. » L'entraîneur, Kevin Brown, était un bénévole qui ne faisait pas partie du corps professoral. Les joueurs, eux, devront se soumettre à des ateliers spéciaux au cours des prochaines semaines. La direction souhaite leur inculquer les bienfaits d'une communauté étudiante « respectueuse et inclusive ».

Sources : Calgary Sun, Edmonton Journal, Calgary Herald, Globe and Mail, Vancouver Sun, Chronicle Herald



Il était une fois, tout ce que vous possédez...

qui risquait de partir en fumée.

Pour protéger des vies et des biens, 102 nouveaux pompiers, ce n'est pas suffisant !

Le 20 mars prochain, le Service d'incendie présentera son projet de Schéma de couverture de risques en sécurité incendie qui prévoit l'embauche de seulement 102 nouveaux pompiers plutôt que 500, comme le proposait une étude de la Ville de Montréal.

Le responsable de la Sécurité publique, M. Claude Dauphin, a maintes fois déclaré que les décisions sont basées sur la sécurité du public. Vraiment ?

La fin de l'histoire dépend de vous.

Demandez à vos élus pourquoi leur décision ne tient-elle pas compte de l'étude de la Ville de Montréal.

Participez à la consultation publique du 20 mars et faites valoir votre opinion.

102 pompiers au lieu de 500, ce n'est pas suffisant.

Ce message d'intérêt public a été retenu et payé par l'Association des Pompiers de Montréal. Nos revendications ? Votre protection.



Esprit Nouveau

vous invite à passer à l'intérieur



Table pivotante swing



Table multi-fonction



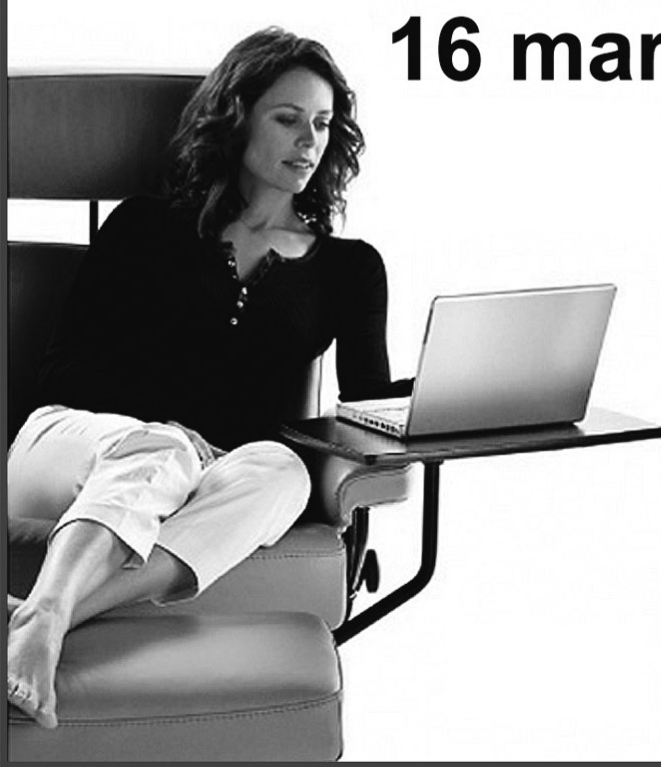
Anneaux élévateurs pour fauteuil et pouf

Achetez un fauteuil Stressless avant le

16 mars 2008

et obtenez un accessoire **GRATUIT** pour celui-ci.





Esprit Nouveau

1828, boul. le Corbusier, Laval, Qc H7S 2K1
téléphone : 450-686-5055
www.esprit-nouveau.com



PHOTO EYAD BABA, ASSOCIATED PRESS

Des proches d'un Palestinien tué hier lors d'une opération israélienne à Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, pleurent sa mort lors de ses funérailles. Sur les quelque 86 personnes tuées depuis mercredi dans les affrontements israélo-palestiniens, la moitié environ étaient des civils.

BANDE DE GAZA

Superficie : 360 km²
Population : 1,4 million
Population sous le seuil de la pauvreté : 63 %



Frappes israéliennes dans la bande de Gaza

Au moins 61 Palestiniens tués

C'est la journée la plus meurtrière dans le territoire depuis le début de la seconde Intifada

D'APRÈS AFP ET AP

GAZA, bande de Gaza — Soixante et un Palestiniens ont été tués hier dans la bande de Gaza lors d'une des opérations les plus meurtrières de l'armée israélienne depuis le déclenchement de l'Intifada en 2000, destinée à faire cesser les tirs de roquettes palestiniens contre Israël.

L'armée israélienne a annoncé que deux de ses soldats avaient été tués et six autres blessés lors de violents combats dans le nord de la bande de Gaza.

Face à cette situation, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a décidé de «suspendre» les négociations de paix avec Israël.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence pour discuter de la situation à Gaza.

Par la voix de Gordon Johndroe, porte-parole du Conseil national de Sécurité, les États-Unis ont lancé hier un appel à la fin des violences dans le conflit israélo-palestinien, tout en affirmant le droit d'Israël à se défendre.

M. Abbas a annulé une rencontre prévue cette semaine avec le

premier ministre israélien Ehoud Olmert ainsi que des rencontres prévues entre les équipes de négociateurs israéliens et palestiniens.

Auparavant, Saëb Erekat, l'un des principaux négociateurs palestiniens, a affirmé que les négociations de paix avec Israël étaient, pour l'heure, «enterrées sous les maisons détruites de Gaza».

Journée sanglante

Cinquante-quatre Palestiniens, des activistes mais aussi au moins 13 civils, dont sept femmes et quatre enfants, ont été tués et quelque 150 autres blessés dans le nord de la bande de Gaza, où les habitants de Jabaliya sont restés terrés chez eux tandis que les imams des mosquées récitait des versets du Coran par haut-parleurs.

Deux autres Palestiniens ont été tués dans une attaque aérienne contre un poste de police à Khan Younès, dans le sud, et cinq membres de la police du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, ont été tués lors d'un raid aérien dans le secteur de Rafah, également dans le sud, selon des témoins et des sources médicales.

Vingt-deux personnes tuées ont été identifiées comme des membres de groupes armés, presque tous appartenant au bras armé du Hamas.

Un raid aérien a également visé les bureaux du premier ministre palestinien issu du Hamas, Ismaïl Haniyeh. Selon des témoins, les bâtiments du responsable

Le président de l'Autorité palestinienne a décidé hier de «suspendre» les négociations de paix avec Israël.

palestinien, situés en plein cœur de Gaza, ont été entièrement détruits, touchés par trois missiles tirés depuis des hélicoptères. L'attaque, qui a eu lieu durant la nuit, a fait cinq blessés légers.

Depuis le début de l'offensive israélienne, lancée mercredi à la suite de la mort d'un Israélien dans un tir de roquette palestinienne sur la ville de Sdérot, le

bilan provisoire de cette nouvelle flambée de violence s'élève à près de 90 morts.

Hier, les groupes armés palestiniens ont tiré plus de 50 roquettes contre Israël, où sept personnes, dont deux enfants et une femme, ont été blessées dans la ville d'Ashkelon (sud), distante de 10 km de la bande de Gaza, selon l'armée.

«Il est impensable que la réaction israélienne à des tirs de roquettes palestiniens, que nous condamnons, soit aussi terrible et effroyable», a déclaré Mahmoud Abbas.

«Le Hamas est entièrement responsable de ce qui se passe et il en paiera le prix», a affirmé le ministre de la Défense israélien Ehoud Barak qui, par la voix de son porte-parole, a fait savoir qu'Israël ne s'était «pas fixé de limite de temps pour mettre fin à l'opération».

Un régiment entier de l'armée, soit environ 2000 soldats, opérait hier dans la bande de Gaza, a rapporté la télévision publique israélienne.

Il s'agit de soldats d'infanterie d'une unité d'élite, appuyés par des blindés et des hélicoptères d'assaut, selon cette source, qui précise qu'ils se sont heurtés à une vive résistance de groupes armés palestiniens.

Des centaines de Palestiniens ont manifesté en Cisjordanie et dans les camps de réfugiés au Liban pour dénoncer l'offensive israélienne. Selon le vice-ministre israélien de la Défense, Matan Vilnai, l'offensive n'a pas pour objectif une réoccupation de la bande de Gaza.

De nombreux pays arabes ont condamné l'opération israélienne, ainsi que la France, qui a également condamné les tirs de roquettes palestiniennes. Le Canada a déploré l'escalade de la violence, tandis que le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a affirmé qu'Israël serait «déraciné» et ses dirigeants traduits en justice «un par un».

En Israël, une centaine d'habitants de la ville d'Ashkelon ont manifesté leur colère, scandant des slogans anti-arabes et exigeant des frappes plus dures à Gaza pour stopper les tirs.

COLLECTE DE FONDS POUR LA COURSE À LA MAISON-BLANCHE

Barack Obama bat tous les records



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — En 2004, Howard Dean hérita d'un titre, à défaut de la présidence: «candidat de l'internet». Du début à la fin de sa campagne, l'ancien gouverneur démocrate du Vermont avait recueilli pas moins de 27 millions de dollars sur le Net, mettant à profit une technologie qui en était à ses débuts en politique.

Quatre ans plus tard, par l'entremise de son site web, Barack Obama a récolté 28 millions de dollars en un seul mois – janvier – (sur un total de 36 millions), devenant le «titan financier» de la course à la Maison-Blanche de 2008, selon Anthony Corrado, spécialiste américain du financement des élections présidentielles.

«Quatre-vingt-dix pour cent de cet argent vient de particuliers qui ont versé 100\$ ou moins», dit le politologue du Colby College, une université du Maine. «Et tout indique que Barack Obama récoltera encore plus d'argent en février. C'est phénoménal.»

De fait, le sénateur de l'Illinois aurait recueilli la somme record de 50 millions de dollars en février, selon les médias amé-

ricains. Mercredi matin, l'équipe du candidat démocrate a annoncé que le nombre de personnes ayant soutenu financièrement sa campagne avait dépassé le cap du million, du jamais vu.

«C'est un mouvement organique sans précédent, affirme le professeur Corrado au cours d'un entretien téléphonique. On parle de sommes de 10\$, 25\$, 100\$, que des citoyens ordinaires donnent parce qu'ils sont inspirés par le message du candidat.»

Plus de 150 millions amassés

Depuis le début de la campagne, Barack Obama a amassé plus de 150 millions de dollars, devançant tous les autres présidentiables, démocrates ou républicains, y compris Hillary Clinton, qui comptait pourtant sur un vaste réseau de contributeurs. Une partie importante des fonds électoraux sert à assumer le coût des campagnes publicitaires.

La sénatrice de New York a aussi profité de l'internet. Cette semaine, son équipe de campagne a annoncé qu'elle avait récolté 35 millions de dollars en février, dont la plus grande partie sur le Net. Elle avait cependant connu beaucoup moins de succès en janvier, ne collectant que 14 millions de dollars. C'est d'ailleurs cette récolte relativement maigre qui avait obligé la sénatrice à avancer cinq millions de dollars à sa propre campagne.

De toute évidence, l'annonce



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

Depuis le début de la campagne, Barack Obama a amassé plus de 150 millions de dollars, devançant tous les autres présidentiables.

de ce prêt a incité plusieurs partisans de l'ex-première dame des États-Unis à lui envoyer de l'argent par le biais de son site web.

«Quand les gens ont découvert que nous n'avions pas les ressources pour être concurrentiels et que j'avais puisé dans mes finances personnelles, cela a provoqué une réaction en chaîne, a déclaré Hillary Clinton jeudi. Des centaines de milliers de personnes ont dit: «Attendez un peu. Nous ne voulons pas que cette campagne prenne fin.»»

Les particuliers peuvent verser à une campagne jusqu'à 2300\$ pour les primaires et

autant pour les élections (les avocats et les professionnels du secteur financier sont parmi les contributeurs les plus généreux). Depuis la loi McCain-Feingold votée en 2002, entreprises, associations et syndicats ne peuvent plus participer directement au financement d'une campagne.

Dépenses sans limites

Tout comme Hillary Clinton, Barack Obama a choisi de ne pas accepter de fonds publics pour financer sa campagne. Cette décision le libère de l'obligation de limiter ses dépenses électorales à 54 millions de dollars pour les primaires.

Après avoir remporté la nomination de son parti, l'un ou l'autre des présidentiables démocrates pourrait cependant opter pour un financement public de sa campagne dans les deux derniers mois et demi de la course à la Maison-Blanche. Il disposerait alors de 85 millions de dollars.

Barack Obama, contrairement à Hillary Clinton, s'est dit prêt l'année dernière à conclure une entente avec son adversaire républicain éventuel sur le financement public du dernier volet de la campagne présidentielle. Ce mois-ci, John McCain a d'ailleurs demandé au sénateur démocrate de respecter cet engagement. Celui-ci n'a rien voulu promettre, sachant qu'il pourrait jouir d'un avantage considérable s'il choisissait de continuer à recueillir les contributions privées de ses partisans.

Depuis le début de la campagne, les aspirants républicains ont eu beaucoup moins de succès que leurs rivaux démocrates dans la course à l'argent. En février, par exemple, l'équipe du sénateur McCain a collecté la somme relativement modeste de 12 millions.

«Obama pourrait récolter 250 millions de dollars pour l'élection générale, a déclaré Anthony Corrado, du Colby College. Pour la première fois, l'ensemble des candidats amasseront plus de 1 milliard. Si on veut encourager les candidats à accepter de l'argent public, il faudra rehausser les plafonds des dépenses électorales.»

ÉDITORIAL

Très troublant



ANDRÉ PRATTE

Le Parti conservateur a-t-il offert une assurance vie d'un million au député indépendant Chuck Cadman pour qu'il vote contre le gouvernement de Paul Martin et provoque sa chute? Si les allégations contenues dans une biographie de M. Cadman sont exactes, il s'agit d'un crime très grave.

Il faut se souvenir du climat qui régnait au printemps de 2005. La vie du gouvernement Martin tient par un fil. À la surprise générale, Belinda Stronach traverse la Chambre pour se joindre aux libéraux. Elle est nommée au cabinet sur-le-champ, ce qui fait dire au chef de l'opposition, Stephen Harper, que les libéraux ont « acheté » son vote. Se peut-il qu'au même moment, son parti faisait pire encore?

Les faits sont loin d'être clairs. L'auteur du livre, le journaliste Tom Zytaruk, cite l'épouse de M. Cadman. Selon elle, son mari était furieux de l'offre faite par des représentants du Parti conservateur. M. Cadman est décédé en juillet 2005, deux mois après avoir sauvé le gouvernement Martin de la défaite. M. Zytaruk n'a donc pu obtenir sa version.

Le journaliste a cependant interrogé, à l'époque, le chef conservateur Stephen Harper. M. Harper répond alors qu'il ne connaît pas « les détails » des discussions. Il ajoute que « l'offre à Chuck portait seulement sur le remplacement de considérations financières qu'il pourrait perdre dans l'éventualité d'une élection ». Peu importe les

« considérations financières » en question, s'il y a eu une offre de cette nature pour convaincre le député de voter de telle ou telle façon, il y a eu infraction criminelle.

Aux Communes la semaine dernière, le premier ministre Harper a soutenu que ces allégations « ne sont absolument pas fondées ». Mais les explications des conservateurs ne sont pas aussi convaincantes qu'on le souhaiterait. Les deux personnes qui ont rencontré M. Cadman à l'époque ont publié un communiqué dans lequel elles soutiennent avoir proposé au député indépendant de réintégrer le caucus conservateur et de l'aider à remporter les prochaines élections. Une offre fort étonnante à une personne dont on sait qu'elle va mourir d'une semaine à l'autre... Les deux représentants conservateurs ne nient pas avoir offert une police d'assurance ou quelque autre avantage matériel à Chuck Cadman; pourquoi?

Par ailleurs, il y a aussi des incohérences dans la thèse des accusateurs. Pourquoi M^{me} Cadman est-elle aujourd'hui candidate du Parti conservateur, formation qui aurait tenté d'acheter le vote de son mari alors qu'il était à l'article de la mort? Pourquoi M. Cadman, reconnu pour son inébranlable honnêteté, aurait-il affirmé le soir même aux journalistes qu'« aucune offre » ne lui avait été faite?

Stephen Harper est devenu premier ministre du Canada en se faisant le champion de l'intégrité. S'il était sincère, il doit dès maintenant publier une déclaration détaillée expliquant ce qu'il sait de cette histoire. Il doit aussi ordonner aux conservateurs impliqués dans ces tractations de faire de même.

Si le premier ministre et son parti continuent de se défilier, il faudra conclure qu'ils ont quelque chose à cacher. Et qu'ils ont menti aux Canadiens quand ils leur ont promis qu'ils assureraient « l'imputabilité politique à Ottawa ».



André-Philippe Côté, *Le Soleil*

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Foire d'empoigne

Pour les démocrates, le chemin vers la présidence américaine est encore parsemé de beaucoup d'embûches

PIERRE MARTIN



L'auteur est directeur de la chaire d'études politiques et économiques américaines à l'Université de Montréal. Il a codirigé, avec Michel Fortmann, l'ouvrage « Le système politique américain », qui vient de paraître aux Presses de l'Université de Montréal. À l'hiver 2008, il est chercheur invité au Wilson Center à Washington. Ce texte est tiré d'un article de la revue Options politiques.

Pour les adeptes de la prévision électorale, le tableau politique actuel aux États-Unis devrait rendre la tâche plus simple qu'à l'habitude. L'économie va mal, le président sortant est impopulaire et le pays est embourbé dans des conflits coûteux. De surcroît, on n'aurait qu'à comparer l'enthousiasme généré par les deux campagnes pour conclure que les démocrates voguent vers une victoire facile en novembre.

Mais, pour reprendre une phrase bien connue: « Y en aura pas de facile... »

Les démocrates réussiront-ils l'exploit de faire succéder à George Bush un autre républicain? Réussiront-ils à arracher une défaite des griffes de la victoire?

Sans sous-estimer les capacités de John McCain, l'adversaire le plus coriace des démocrates pourrait bien être leur propre parti, dont le cow-boy humoriste Will Rogers disait, au début du siècle dernier: « Je ne suis pas membre d'un parti politique organisé... Je suis un démocrate. »

Aujourd'hui, le parti réputé pour son désordre est dans de beaux draps. D'abord, comme les démocrates répartissent les délégués de façon proportionnelle, la marge entre les candidats de tête restera infime. De plus, le parti réserve environ une place sur six au congrès à des « superdélégués » (élus, ex-élus et autres officiels du parti) qui ne sont pas liés par le vote populaire.

Voici donc le premier problème: comme il est impossible à Hillary Clinton ou à Barack Obama de remporter la majorité des 4049 délégués au congrès de Denver en comptant uniquement sur les délégués liés au vote populaire, la pression sera grande pour que les superdélégués ne renversent pas la volonté des électeurs.

Superdélégués

La majorité des superdélégués qui ont affiché leurs couleurs appuient la sénatrice de New York. Le scénario selon lequel une courte majorité des délégués « ordinaires » en faveur d'Obama pourrait être renversée par les élites du parti donne des maux de tête aux démocrates.

Dans un parti politique, ce sont souvent les divisions internes qui sont les plus difficiles à surmonter.

Une victoire du clan Clinton acquise en catimini dans les corridors de l'aréna de Denver pourrait provoquer l'ire des partisans du sénateur de l'Illinois et les amener à tourner le dos au parti.

Comme si cela ne suffisait pas, le cafouillage qui a mené aux sanctions contre les délégations du Michigan et de la Floride pourrait revenir hanter le parti. En effet, pour « punir » ces deux États d'avoir désobéi aux consignes en devançant leurs primaires, les autorités du parti ont retiré à leurs délégués le droit de voter au congrès. Les démocrates de ces États ont tenu leurs primaires quand même. Seule à faire fi des consignes du parti, Hillary Clinton y a gagné par défaut.



PHOTO AARON JOSEFCZYK, REUTERS

Même si l'économie va mal, que le président sortant est impopulaire et que le pays est embourbé dans des conflits coûteux, il n'est pas dit que les démocrates, Hillary Clinton ou Barack Obama, voguent vers une victoire facile en novembre.

Le dilemme est cornélien. Si le parti revient sur sa décision, ce sera la révolte chez les partisans d'Obama. Si de nouvelles primaires sont tenues dans ces États, la sanction deviendrait récompense.

À l'inverse, si le clan Clinton entretient l'espoir des délégués laissés pour compte et qu'Obama gagne dans la controverse, la névralgie Floride pourrait pencher de nouveau du côté des républicains.

On peut aussi se demander si le ton de plus en plus négatif des échanges entre Hillary Clinton et Barack Obama n'aura pas comme conséquence de fournir des munitions aux républicains pour la dernière ligne droite.

Pour ajouter au comique de la situation, celui-là même qui était candidat démocrate à la vice-présidence en 2000, le sénateur démocrate indépendant Joe Lieberman, a donné son appui à John McCain. Ça pourrait aller mieux.

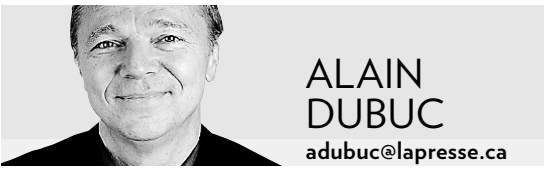
Les républicains sont aussi divisés. La droite religieuse, les libéraux, les néoconservateurs et les traditionalistes « paléoconservateurs » forment une alliance souvent contre nature. La victoire de John McCain a provoqué des remous parmi les porte-parole stridents de chacun de ces courants, mais l'attrait du pouvoir a toujours permis aux républicains de présenter un front uni.

Pendant que les candidats démocrates continueront de s'entre-déchirer, John McCain pourra unifier son parti et consolider ses liens avec les électeurs centristes, qui pourraient préférer son image de stabilité à la foire d'empoigne démocrate.

Dans un parti politique, ce sont souvent les divisions internes qui sont les plus difficiles à surmonter. Les péquistes en savent quelque chose; les libéraux fédéraux aussi. Aujourd'hui, les démocrates continuent de se faire la lutte entre eux plutôt que contre leurs adversaires... à leurs risques et périls.

Mon point de départ était une réflexion bien connue de Will Rogers, à qui on attribue aussi ce mot d'esprit encore plus mordant: « Les démocrates, disait l'humoriste, sont des cannibales qui se nourrissent d'autres démocrates. Les républicains sont pareils. Eux aussi se nourrissent de démocrates. »

Penser à nos tout-petits



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Décidément, les enfants sont à la mode cette semaine. Le chef de l'opposition, Mario Dumont, n'appuiera le prochain budget du gouvernement Charest que s'il intègre une des promesses électorales adé- quistes, un chèque de 100\$ par semaine pour les familles qui gardent à la maison un enfant de moins de 5 ans. De son côté, la ministre de la Famille, Michelle Courchesne, part en guerre contre les garderies privées qui viennent de rem- porter en Cour supérieure le droit de facturer certains services.

En fait, l'ADQ, avec son budget pour les familles, s'intéresse beaucoup plus aux parents, aussi des électeurs, qu'aux enfants. Et le gou- vernement, dans sa bataille contre les garderies privées, défend bien davantage le système que les tout-petits.

Si on s'intéresse vraiment aux enfants, l'évé- nement important, cette semaine, était plutôt la publication, par la Santé publique de Montréal, d'une étude sur la maturité scolaire des enfants montréalais. Elle montre qu'une proportion importante d'enfants de maternelle n'a pas le niveau souhaité pour être bien prêts pour l'école. Un enfant sur trois est vulnérable dans au moins un des cinq domaines de mesure de la maturité scolaire, soit la santé physique, la compétence sociale, la maturité affective, le développement cognitif et les habiletés de communication.

Ce qui est surtout intéressant, plus que cette proportion d'un sur trois, difficile à interpréter, c'est que le taux de vulnérabilité varie grandement selon le quartier, parce qu'il est fortement lié à des facteurs socioéconomiques comme la pauvreté, l'éducation des parents, le niveau de santé, l'immigration, quoique les interactions sont plus complexes qu'on pouvait le croire.

Cette étude nous aide à parler des vrais enjeux. L'école est probablement l'outil le plus puissant pour lutter contre la pauvreté et l'injustice sociale, pour la raison bien simple que la réussite scolaire, et la capacité de résister au décrochage, est ce qui donnera à un enfant les outils pour réussir et sortir

L'ADQ, avec son budget pour les familles, s'intéresse beaucoup plus aux parents, aussi des électeurs, qu'aux enfants.

de la pauvreté. Mais pour permettre cette réussite, il faut donner toutes les chances possibles aux enfants qui n'en ont pas. Et compenser les facteurs qui font, qu'autrement, ils seront déjà perdants avant d'avoir mis les pieds à l'école. En sachant aussi qu'il faut intervenir le plus tôt possible.

Et c'est pour cela que la Santé publique inter- vient dans un domaine comme celui-là. Les conditions socioéconomiques sont un détermi- nant très important du niveau de santé et des inégalités en termes de santé. Pour améliorer le niveau de santé d'une population, il faut aussi contrer les effets de la pauvreté et s'attaquer à ses causes. Ce qui me permet aussi de noter que, dans cette étude, la Santé publique intervient de façon prudente, ne saute pas aux conclusions, ne se lance pas dans des charges à l'emporte- pièce et reste bien campée dans son champ de compétences. Après avoir critiqué plus d'une fois les dérapages de la santé publique, je ne peux qu'applaudir.

Cette étude me ramène à Mario Dumont et à Michelle Courchesne. Pour nous redonner un sens des priorités et rappeler pourquoi le Québec a un réseau de centres de la petite enfance.

On oublie trop qu'ils ont une double vocation. Le réseau de garderies à cinq dollars soutient les parents et les aide dans la conciliation tra- vail-famille. Mais cette fonction de garde n'est pas la seule. Les CPE ont aussi un rôle éducatif et social. Ce sont des lieux d'apprentissage et de socialisation, qui visent aussi à donner aux enfants en bas âge des outils qu'un milieu fami- lial ne peut pas toujours fournir. Un volet social fondamental pour que des enfants défavorisés aient toutes les chances.

Mais ce volet a été gravement négligé, ce dont j'ai parlé à plusieurs reprises. L'étude rappelle d'ailleurs que les familles biparentales sont les principales utilisatrices des CPE, et celles qui ont des revenus plus élevés, tandis que les enfants de familles bénéficiant de l'aide sociale, qui en ont bien plus besoin, sont lourdement sous-représentés.

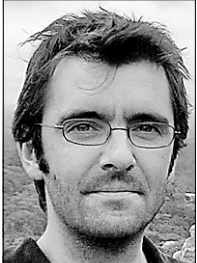
Et voilà pourquoi la proposition de M. Dumont est tellement à côté de la plaque. Avec ses chê- ques, il veut faire comme Stephen Harper: cor- riger l'iniquité de traitement dont souffrent les familles qui décident de garder leurs petits à la maison. C'est un geste idéologique, au nom du libre choix, qui évacue complètement la fonction sociale des CPE.

La priorité devrait plutôt être d'augmenter les maternelles pour les enfants de 4 ans en milieu défavorisé, d'augmenter les places de garderies, surtout dans les milieux vulnérables, et d'in- tervenir pour que les familles les plus fragiles fréquentent les CPE. Si on s'intéresse vraiment aux tout-petits, à tous les tout-petits.

Un triste constat

L'initiative norvégienne de préservation du patrimoine végétal de la planète trahit notre inquiétude face à l'état de notre société et de notre planète

HENDRIK VAN GIJSEGHEM



L'auteur est archéologue et enseigne au département d'anthropologie de l'Université de Montréal.

O n a souligné la semaine dernière l'ouverture en Norvège d'un complexe destiné à préserver quelque 4,5 mil- lions de semences provenant de diver- ses régions de la planète, et ce, durant des millénaires. Il s'agit d'un fabuleux ouvrage représentant le patrimoine humain du XXI^e siècle. La sélection du site maximise les chances de protéger le précieux contenu d'éventuelles guer- res, de cataclysmes, et de l'inévitable réchauffement des régions arctiques. L'infrastructure, efficace, est également d'une étonnante beauté, couronnée d'un prisme de lumière visible à des kilomè- tres à travers la nuit arctique.

Cette admirable initiative laisse toutefois transparaître un bien triste constat. Aucun ouvrage n'aura si explicitement exprimé aux générations futures notre sens de la postérité, mais aussi, si on l'inspecte dans un contexte élargi, notre détresse et, peut- être, nos regrets.

Les signes ostentatoires de postérité reflètent le contexte socioculturel d'une époque, et c'est l'une des tâches des archéo-

Les archéologues du futur verront-ils dans l'initiative norvégienne la marque d'une civilisation en déclin, qui est consciente de son sort et, pire, qui y est résignée?

logues de comprendre celui-ci. On peut citer en exemple les pyramides d'Égypte que l'on percevait comme assurant la régé- nération de la vie dans un contexte agricole précaire sujet à des fluctuations importan- tes. La muraille de Chine était quant à elle autant une défense physique qu'un témoi- gnage de la puissance de l'Empereur et de sa capacité de mobiliser des ressources. La Taj Mahal fut une preuve d'amour éternel. Ces œuvres s'adressaient davantage aux populations contemporaines qu'à d'éven- tuels descendants.

L'héritage que nous laissons, quant à nous, aux descendants de plus longue durée est en grande partie accidentel. Que



PHOTO JOHN MCCONNICO, ASSOCIATED PRESS

Devant la dégradation de l'environnement et l'extinction accélérée d'espèces de cultigènes, le programme Svalbard, en Norvège, permet d'assurer la survie de plusieurs d'entre elles et de protéger, pour usage ultérieur, la survie du patrimoine végétal de la planète.

l'on pense aux sous-produits de l'industrie nucléaire ou aux fragments de satellites et autres déchets cosmiques en orbite. À l'opposé, nous laissons dans ce cas-ci un témoignage volontaire. Nous nous adres- sons directement à nos descendants.

Le programme norvégien est d'en- vergure considérable. Du point de vue du patrimoine bâti, qui comprend par exemple l'architecture et les monuments commémoratifs, on pénètre ici, concep-

tuellement, dans un tout nouvel ordre de grandeur. Outre la plaque dessinée par Carl Sagan pour les sondes *Voyager* ou quelques *ego-trips* cryogéniques, jamais l'humanité n'a regardé si loin vers le futur de façon entièrement délibérée et calculée.

De plus, contrairement à *Voyager* ou à la cryogénie – qui voguent sur des océans de spéculation – le programme Svalbard est bien concret et entièrement pragmatique. Devant la dégradation de l'environnement et l'extinction accélérée d'espèces de culti- gènes, on décide d'assurer la survie de plusieurs d'entre eux et de protéger, pour usage ultérieur, la survie du patrimoine

végétal de la planète. Le projet s'inscrit dans une perspective temporelle inégale; on s'adresse ici à une humanité future, de qui l'on ignore tout : qui seront ces gens? Dans quelle société vivront-ils? Quel sera l'état de leur planète?

Mais la construction du complexe en question ne s'avèrera-t-elle pas un triste testament (en existe-t-il d'autres sor- tes?) de notre époque? En effet, jamais une civilisation n'a laissé un témoignage indiquant qu'elle anticipait son propre déclin. Pire, qu'elle était consciente d'y participer. Nous faisons maintenant un geste qui rappelle la fondation d'Asimov, un fictif dépôt de toutes les connaissances de l'univers créé face à la chute imminente d'une civilisation toute aussi fictive. L'initiative norvégienne est remarquable, certes, mais elle trahit notre inquiétude face à l'état de notre société et de notre planète. (...)

Il y a là un triste constat. Les civilisations du passé nous ont laissé des vestiges nous permettant de reconstruire l'incroyable varia- bilité des sociétés humaines. Mais aucune d'entre elles n'a jusqu'à présent démontré qu'elle fût en voie de mitiger activement sa propre chute. Nous devrions y voir un pro- grès, car dans une certaine mesure il y en a un. Par contre, les archéologues du futur (s'il y en a) y verront-ils la marque d'une civilisa- tion en déclin, qui est consciente de son sort et, pire, qui y est résignée?

POST-SCRIPTUM

Kosovo-Québec, même combat?



pgagne@lapresse.ca

PIERRE-PAUL GAGNÉ

D eux semaines après la promul- gation d'indépendance unila- térale du Kosovo, bien peu de pays (une vingtaine tout au plus) ont reconnu officiellement le nouvel État. Et cela, quel que soit le bien-fondé de la cause kosovare face à ses anciens (et toujours présents) maîtres serbes.

Nombreux ont été les observateurs et les analystes, aux quatre coins du globe mais plus particulièrement aux États- Unis, en France et en Grande-Bretagne (les trois plus importants pays à avoir reconnu rapidement le nouvel État), à rappeler la justesse de la cause kosovare.

Mais la realpolitik a rapidement fait le tour de la planète, procurant de «bon- nes» raisons aux uns et aux autres, de la Russie au Mexique, en passant par l'Es- pagne et... le Canada pour ne pas mon- trer trop d'empressement à reconnaître l'ajout de cette nouvelle voix au «concert des nations».

Pourquoi le Canada? Pour bon nom- bre de nos lecteurs, il ne fait pas de doute qu'on veut éviter de créer un pré- cédent, tant juridique que politique, que pourraient un jour invoquer nos leaders indépendantistes locaux pour faire un geste semblable. D'autres, au contraire, évoquent ce précédent avec délectation.

– «Tiens, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et l'Italie, entre autres pays, qui reconnaissent l'indépen- dance du Kosovo. Bravo! Et le Canada, lui, qui est toujours à la traîne de la Grande-Bretagne et des États-Unis, que

dit-il? Il ne dit rien, le Canada, parce que le Québec pourrait faire un jour comme le Kosovo. Voilà, les hypocrites sont démasqués.» (Martin Lemay)

– «Les tergiversations du gouverne- ment m'étonnent. Ce gouvernement, qui a fait semblant de reconnaître la spécificité de la nation québécoise, tarde à reconnaître l'indépendance du Kosovo pour ne pas créer un précédent favorable aux nationalistes québécois. Je déplore que les considérations de politique inté- rieure passent parfois avant l'objectivité et l'intérêt des peuples concernés.» (Gérard Laurin, Gatineau)

– «Curieux paradoxe que celui qui voudrait que l'on accepte de reconnaître le Kosovo, mais qu'on refuse d'accepter la volonté démocratique d'une majo-

En matière de relations internationales, les États défendent d'abord et avant tout leurs intérêts particuliers.

rité de Québécois habitant un territoire grand comme un continent, possédant des richesses naturelles incommensura- bles, un marché du travail dynamique et des ressources humaines prêtes à relever les défis de la mondialisation.» (André Bruneau, Québec)

– «Bravo peuple du Kosovo! Je te souhaite bonne chance dans tout ce que tu entreprendras. Ta liberté est entre tes mains. Tu as eu le courage de la pren- dre, tu as réalisé ton pays. Et toi, mon Québec adoré, pourquoi ne suis-tu pas l'exemple de ce peuple fier qui est entré dans le concert des nations libres, au lieu de végéter et de demander l'assimilation totale à l'envahisseur anglais qui ne te

respecte pas et ne te reconnaîtra jamais pour ce tu es?» (Jean-Luc Proulx)

Dans l'allégresse que procure la pro- mulgation d'indépendance du Kosovo, il y a même eu des lecteurs pour aller jusqu'à suggérer que la situation des deux nations au chapitre des exactions commises à son endroit était jusqu'à un certain point comparable:

– «Stéphane Dion s'est empressé de dire que le Québec n'a pas le droit de se proclamer indépendant parce qu'il n'a pas souffert comme le Kosovo. De deux choses l'une: ou bien, il ne connaît pas l'histoire du Québec, ou bien il l'oublie volontairement. La guerre de la conquête en 1759, où sa propre ville de Québec a été détruite aux trois quarts... et les villages rasés de Lévis à Saint-Jean-Port- Joli. La répression très cruelle des Patriotes, en 1837-1838, avec 12 pendus, 300 tués dans les batailles, huit ou 10 villages incendiés, des milliers d'exilés politiques, etc. Et l'on pourrait ajouter bien d'autres gestes colo- niaux comme la pseudo-confé- dération de 1867 jamais acceptée par le peuple, tout comme les conscriptions de 1917 et 1942.

Et la cerise sur la sorbet: comme au Kosovo, une constitution imposée. Ce n'est pas assez, M. Dion?» (Onil Perrier, Saint-Denis-sur-Richelieu)

Comparables, les deux cas? Sans doute pas vraiment. Mais on peut penser qu'au ministère des Affaires extérieures, on soupèse présentement les tenants et aboutissants du dossier, entre autres dans l'optique québécoise, avant de prendre une décision.

Ce qui tend bien à démontrer qu'en matière de relations internationales, les États défendent des intérêts particuliers et propres à eux bien avant d'avoir des sentiments et de défendre des causes, même les plus nobles...

LE TOUR DU GLOBE

COLOMBIE



PHOTO ELIANA APONTE, REUTERS
Paul Reyes

Mort du numéro deux des FARC

L'armée colombienne a annoncé hier avoir tué en territoire équatorien Raul Reyes, le numéro deux des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le plus dur échec jamais infligé à la guérilla marxiste. Un idéologue des FARC, Guillermo Enrique Torres, alias Julian Conrado, a également été tué dans cette attaque. Le corps de Raul Reyes a été rapatrié par l'armée en territoire colombien. — AFP

ARMÉNIE
L'état d'urgence décrété

Le président arménien Robert Kocharian a déclaré l'état d'urgence à la suite de violences qui ont opposé hier la police à des manifestants qui protestaient contre les résultats de l'élection présidentielle de janvier. L'annonce de l'état d'urgence est intervenue peu après que les forces de l'ordre aient tiré des coups de feu en l'air et usé de gaz lacrymogènes pour disperser une foule d'environ 15 000 manifestants. Ces derniers dénoncent des fraudes lors de l'élection présidentielle de janvier, qui a vu le premier ministre Serge Sarkisian élu dès le premier tour. — AP

PAKISTAN
Inculpation dans l'affaire Bhutto

Le chef présumé d'Al-Qaeda au Pakistan a été inculpé hier de l'assassinat de l'ex-première ministre Benazir Bhutto et a été déclaré en état de fuite, a annoncé la police. Baitullah Mehsud, qui opère depuis la zone tribale du Sud-Waziristan, est accusé par le gouvernement pakistanais et la CIA d'avoir organisé l'assassinat. Cinq autres personnes ont déjà été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'attentat-suicide qui, lors d'un rassemblement électoral à Rawalpindi le 27 décembre, a causé la mort de M^{me} Bhutto. — AFP

ROYAUME-UNI
Le prince Harry rentre chez lui

«Je ne dirais pas que je suis un héros», a assuré le prince Harry peu après sa descente de l'avion, en rentrant hier au Royaume-Uni après une mission de 10 semaines en Afghanistan aux côtés des soldats britanniques. Le sous-lieutenant Wales, nom sous lequel il est connu dans l'armée, a atterri à la base aérienne de Brize Norton, près d'Oxford, après une mission secrète de 10 semaines en Afghanistan, avortée après sa divulgation dans la presse étrangère. — AP et AFP



PHOTO SERGEI KARPUKHIN, REUTERS

Ces nouveaux mariés qui s'embrassaient devant cette pancarte électorale hier le faisaient-ils dans l'espoir que les élections d'aujourd'hui apportent un vent de changement? Pourtant, selon plusieurs experts, le discret Medvedev et le puissant Poutine ne feront qu'un au pouvoir.

DMITRI MEDVEDEV

Dans l'ombre de Vladimir Poutine

Les électeurs russes vont voter aujourd'hui pour élire le successeur du président Vladimir Poutine. Son nom est déjà connu: Dmitri Medvedev. Portrait d'un politicien discret qui a grandi à l'ombre de son illustre mentor.

FRÉDÉRIC LAVOIE
COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a trois mois, Dmitri Medvedev ne savait même pas qu'il serait candidat à la présidentielle. Aujourd'hui, le Pétersbourgeois de 42 ans, crédité de 73 % des intentions de vote, est pratiquement assuré d'être élu troisième président de la Fédération de Russie. Devant le bureau de campagne de Dmitri Medvedev, en ce mercredi matin pré-électoral, une quarantaine de citoyens font la queue avec leurs problèmes. Bravant la pluie froide, Mariana est venue demander l'aide de l'équipe du candidat pour obtenir un appartement adapté pour sa sœur handicapée. Cette mère au foyer de 24 ans n'apprécie pas particulièrement le dauphin du président Vladimir Poutine, mais compte tout de même voter pour lui. «C'est le seul candidat qui a vraiment du pouvoir. Il n'y a pas vraiment d'autre choix possible», explique-t-elle, résignée.

Derrière elle, Galina et Vera ont fait plus de 1000 kilomètres pour exposer leur problème de propriété terrienne au «prochain président», comme elles l'appellent. «Nous n'obtenons pas justice chez nous, alors nous sommes venues ici», lancent les deux femmes de la région de Rostov, espérant profiter de la période électorale pour faire avancer leur dossier. Ici, pas de fanatisme. Simplement du pragmatisme. Le juriste peu charismatique, inconnu du grand public il y a quelques mois encore, n'attire pas les votes en raison de sa personnalité plutôt effacée. Il est simplement le successeur désigné du très populaire Vladimir Poutine. «Medvedev est quelqu'un de faible qui n'a pas l'autorité pour rassembler les gens autour de lui», croit Marina Litvinovitch, qui a travaillé avec lui lorsqu'il dirigeait la campagne électorale de Poutine en 2000.

Devenue porte-parole de Garry Kasparov, l'un des plus fervents opposants au régime actuel, elle jure que son opinion sur le futur président n'a pas changé avec son allégeance politique. «À cette époque, j'étais étonnée que quelqu'un d'aussi peu créatif et peu intéressant soit à la tête de l'organisation», se rappelle-t-elle.

Pour compenser son manque de charisme, Dmitri Medvedev peut toutefois compter sur la toute-puissante machine de propagande du Kremlin. Le politicien au visage d'enfant, autrefois discret, est partout depuis le 10 décembre. C'est à cette date qu'il a été nommé candidat unique du pouvoir, sans même avoir fait campagne, ni fait part publiquement de ses ambitions présidentielles. Comme les autres prétendants, il attendait patiemment le choix de Vladimir Poutine.

Du jour au lendemain, sa fonction de premier vice-premier ministre est devenue si importante qu'il doit parcourir le pays entier pour visiter des usines ou des écoles, assister à des forums, des commémorations. Vladimir Poutine a même commencé à lui déléguer des fonctions traditionnellement présidentielles. Cette semaine, il l'a envoyé en Serbie pour apporter le soutien du peuple russe aux frères serbes, dépossédés de leur Kosovo. Ses déplacements dans le cadre de ses fonctions ministérielles sont aussi largement couverts par les télévisions d'État – sous le contrôle du Kremlin – que ceux du président.

Le dauphin Medvedev prend aussi des airs du mentor Poutine. Pour les événements officiels, il a adopté les habits chic mais modestes du président, alors que le col roulé est de mise pour les rencontres informelles. Même ses expressions faciales et sa manière de parler rappellent celles de Poutine.

De vieux alliés

Il faut dire que les deux Pétersbourgeois se connaissent

depuis longtemps. En fait, ils ont pratiquement gravi tous les échelons du pouvoir côte à côte.

En 1991, alors qu'il enseigne le droit à l'Université d'État de Saint-Petersbourg, Dmitri Medvedev est invité à travailler pour son ancien professeur Anatoli Sobtchak, devenu maire de la ville. Il devient conseiller juridique au Comité des affaires extérieures de la mairie, dont le directeur n'est nul autre que Vladimir Poutine.

Lorsque Sobtchak perd la mairie en 1996, Dmitri Medvedev se tourne vers le monde des affaires. Il siège au sein de conseils d'administration de compagnies de pâtes et papier, tout en continuant à enseigner le droit. Poutine, lui, prend la route de Moscou.

En novembre 1999, Poutine, devenu premier ministre du pays, demande à Medvedev de le rejoindre dans la capitale. Un mois plus tard, le président Boris Eltsine démissionne et Medvedev est nommé directeur adjoint de la nouvelle administration présidentielle.

Durant les huit ans de présidence de Vladimir Poutine, il n'est jamais bien loin du chef de l'État. Il occupe différentes fonctions de choix, sans jamais brigrer de poste électif. Depuis 2000, il est président du conseil de direction de la très influente société d'État Gazprom, la plus grosse compagnie de Russie et troisième entreprise énergétique au monde.

Pouvoir à deux têtes

L'élection aujourd'hui de celui que le Kremlin présente comme un «libéral» ne fait plus aucun doute. La question est plutôt de savoir comment il partagera ses énormes pouvoirs avec son futur premier ministre Vladimir Poutine, considéré par une majorité de la population comme le vrai «leader national».

«Une chose est certaine aujourd'hui, Medvedev n'est pas le maître de ce jeu», explique la politologue Maria Lipman, du Centre Carnegie de Moscou. «Il sait que sa nomination comme candidat, sa popularité et son élection garantie, il doit tout cela à Poutine.»

Le nouveau président ne pourra ainsi montrer aucun signe d'indépendance. Maria Lipman rappelle d'ailleurs que le candidat Medvedev a récemment présenté un plan de développement du pays sur quatre ans similaire à celui du président sortant, lequel s'étend... jusqu'en 2020. Cela laisse à penser que Vladimir Poutine pourrait se porter à nouveau candidat à la présidentielle dans quatre ans, dit-elle. Medvedev n'aurait alors été qu'un président de paille pour respecter la Constitution, qui interdit trois mandats consécutifs à la tête de l'État.

L'opposante Marina Litvinovitch ne s'étonne donc pas que Vladimir Poutine ait porté son choix sur son ancien patron pour lui succéder. «Comme un chien, il est très fidèle. Et Poutine n'a justement pas besoin d'un président fort.»

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom: Dmitri Anatolevitch Medvedev.
Origine: Né le 14 septembre 1965 dans un quartier populaire de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg) de deux parents professeurs.
Études: Licence de droit à l'Université d'État de Leningrad.
Fonctions actuelles: Président du conseil de direction de Gazprom depuis 2000. Premier vice-premier ministre du gouvernement russe, chargé des grands projets nationaux (santé, logement, éducation et agriculture) depuis 2005.
État civil: Marié à Svetlana Linnik, qu'il fréquente depuis l'école secondaire. Père d'Ilia, né en 1996.
Loisirs: Photographie, natation. Fan des groupes rock Deep Purple, Pink Floyd et Black Sabbath.
Religion: Baptisé en secret à 23 ans, de sa propre initiative. Orthodoxe croyant et pratiquant.



ESPACE
MUSIQUE
100,7^{FM}

www.radio-canada.ca/radio

Aujourd'hui à 16h

STUDIO 12

avec France Beaudoin



Invitée-vedette: Mara Tremblay

Avec Antoine Gratton, Yves Desrosiers, Magnolia et Catherine Major.

Réal.-coord.: Diane Maheux